

Regards sur le mouvement social « marseillais »

Thierry Bertrand est enseignant en collège dans les quartiers nord de Marseille. Il milite au groupe Germinal de la Fédération Anarchiste et est syndiqué à la CNT.

Réfractons : Tu es un acteur du mouvement social : quelle signification cela a-t-il pour toi ?

Thierry : Par « acteur » j'entends une personne qui agit sur son quotidien et qui refuse la résignation. Dans mon travail je n'attends pas que mon syndicat me dise ce qu'il faut afficher sur le panneau syndical ou ce qu'il faut dire aux collègues. Je n'ai pas envie non plus de faire la grève parce qu'un syndicat « majoritaire » a décidé de faire une journée de grève par mois.

Je veux pouvoir refuser de partir en grève quand je considère que ces journées sont une arme de démobilisation. De plus, être acteur ça veut également dire pour moi que, suite à une manifestation lors d'une journée de grève, une Assemblée Générale soit organisée afin que je puisse participer à l'organisation de la suite de la mobilisation.

En ce qui concerne le « mouvement social », je le vois comme le moment où des personnes s'organisent pour faire entendre leur désaccord avec ceux qui ont le pouvoir de décider sur nos vies. Et donc je le vois comme un moment, même bref, de libération de l'aliénation quotidienne. Mais bon... je suis aussi conscient que ces personnes peuvent tomber à ce moment-là dans l'aliénation de leur bureaucratie syndicale.

Réfractons : Le mouvement social de protestation contre le projet de réforme des retraites a été d'une ampleur inégalée, au regard des mouvements sociaux précédents : as-tu pu vérifier cela dans les Bouches-du-Rhône en général et à Marseille plus précisément, une place habituellement forte de la contestation ?

Thierry : Le mouvement a été assez bizarre. J'ai pu constater, en premier lieu, que les manifestations étaient fortement suivies et que, quand le nombre de manifestants diminuait dans l'hexagone, il se renforçait à Marseille. Les personnes pensaient gagner sur les revendications. Et plus on était nombreux en manifestation, plus on était confiant quant à l'issue de ce mouvement.

Un signe quant au désir d'en découdre c'est que les manifestants reprenaient facilement les slogans émanant du cortège de la CNT.

Enfin, sur la fin du mouvement, les manifestants étaient moins nombreux mais pas moins déterminés.

Réfractions : Porté par une base n'hésitant pas à déborder la hiérarchie syndicale, le mouvement social « marseillais » a-t-il été marqué par l'apparition de formes de lutte originales ?

Thierry : Blocages économiques, actions directes interprofessionnelles, ag souveraines, forte présence de non syndiqués... voilà ce qui peut paraître nouveau sur Marseille. Je ne dirais pas « luttes originales » car ces formes de lutte sont vieilles comme le mouvement ouvrier, mais sur Marseille ce n'est pas courant. Ici nous avons une CGT et une CGT-FO sur-puissantes. Elles font la pluie et le beau temps là où elles sont présentes. Ce n'est pas ce que j'appelle des confédérations, je préfère parler d'organisations jacobines autoritaires et politiciennes. Les syndicats à la base ont leur liberté d'action mais jusqu'à un certain point. Et puis, je ne suis pas sûr que leur définition de liberté d'action soit la même que la mienne...

Cette CGT et cette CGT-FO, dans ce mouvement, et malgré leur sur-puissance donc, ont été vraiment débordées. Les travailleurs en ont assez des journées



d'action. Ils ont voulu voir ce qu'ils pouvaient faire en dépassant cette limite. Je dirai qu'ils ont repris confiance en eux.

Mais, sans pour autant être pessimiste, la CGT et la CGT-FO sont de très grosses machines qui ont su, après, peut-être, une petite panique à bord du bateau des bureaucrates, reprendre la main sur leurs ouailles.

La lutte que j'ai le mieux suivie c'est celle du personnel de l'Éducation nationale. Plusieurs AG ont été organisées les jours de manifestation mais aussi les jours de grève sans manifestation. J'y ai vu des personnes pour qui une AG souveraine avec prise de décision au vote, discussion et échange d'idées... était une forme de « lutte originale ».

Les jours de grève, de nombreuses personnes se sont retrouvées sur des actions de blocage appelées par d'autres syndicats que le leur (des enseignants se retrouvaient ainsi à un dépôt de bus à l'appel des chauffeurs par exemple, ou devant un aéroport, une raffinerie...).

Émile Pouget parlait de « gymnastique révolutionnaire » à propos des jours de grèves, je pense que nous avons assisté à ce phénomène pour une grande partie des grévistes.

Mais ce qui est étonnant c'est que nous n'avons pas assisté à des AG interprofessionnelles. En 2005 et en 2007 j'ai pu assister à des AG moins centrées sur le personnel de l'Éducation. Sur ce point je dirais qu'il s'agit d'une régression.

Réfractons : A Marseille, les salariés du secteur public ne semblent pas avoir été le seul moteur de la lutte contre la réforme, cette dernière n'ayant été qu'un des aspects du mouvement social. Je pense notamment à la longue lutte des dockers. Quel regard portes-tu sur cela ?

Thierry : Au début, l'action des dockers et des marins m'a vraiment séduit. Puis je me suis aperçu que nous n'avions aucun contact avec ces personnes. Elles restaient dans leur lieu de lutte. Je comprends aisément que quand on est en grève reconductible et qu'on fait un blocage de son lieu de travail on a autre chose à faire que de se rendre à une AG. Mais on aurait pu s'organiser pour recevoir des mandatés, faire le lien ailleurs que sur les actions. En effet, pour ces dernières nous n'avions aucune prise. Nous venions et nous agissions comme le syndicat présent le décidait (la CGT très souvent). Personnellement cela ne me satisfait pas du tout.

Encore une fois je comprends qu'une action décidée par des travailleurs en lutte ne soit pas diffusée auprès de tout le monde. Mais là tu as vraiment l'impression de n'être présent que pour faire le nombre.

Ensuite, des actions semblaient être « arrangées » avec les autorités. Par exemple le blocage de l'aéroport de Marignane. Tout une nuit bloqué, sans la moindre intervention de la police. C'est au petit matin qu'un gars de la CGT annonce que le blocage est terminé !

Pour les marins c'est encore plus dégueulasse. Un jour de manifestation, et donc de grève, je croise un copain marin non syndiqué CGT. Il m'explique que les marins ont repris le travail car la CGT avait reçu une lettre de je ne sais plus quel ministre leur expliquant qu'ils n'avaient rien à craindre pour leur retraite ni aujourd'hui, ni demain. Du coup ils arrêtent la grève.

Dans les boîtes privées – autre que dockers et marins – les grèves étaient suivies lors des grosses journées, pas d'autres jours.

Je le répète, cette lutte était très bizarre. Des personnes motivées pour en découdre, dépassant leur bureaucratie, mais prêtes à se soumettre aux ordres du syndicat quand celui-ci a repris du poil de la bête.

Réfractons : Avec le mouvement de l'année dernière, l'action revendicative a franchi un pas en dépassant le traditionnel temps des journées d'actions nationales pour se projeter dans des actions de nature économique que sont les blocages/occupations. Ne sommes-nous pas là dans une problématique d'action directe assez nouvelle pour le mouvement social français ? Quelle est ton analyse ?

Thierry : Oui, il s'agissait bien d'action directe. En tous les cas de l'extérieur. En effet, je n'étais pas dans les AG des travailleurs lors de la prise de décision de bloquer tel entrepôt ou telle raffinerie.

Mais ce à quoi j'ai assisté dans les AG Éducation ne me permet pas de penser que les actions étaient si « directes » que cela. Je m'explique. Dès la première AG Éducation, des personnes se sont proposées pour l'animer. Ces personnes étaient connues pour être du NPA. Un CNTiste était présent également, lui était connu pour être... CNTiste.

On décide alors, sous l'impulsion d'un copain anarcho-syndicaliste, de faire des commissions qui proposeraient à l'AG des actions, des communiqués etc. et une commission est mandatée pour proposer un mode d'organisation des prochaines AG. Cette commission n'a jamais pu expliquer ses propositions ! En effet, dès l'AG d'après, les mêmes personnes se sont retrouvées à la « gestion » de l'AG (prise de parole, prise de notes...). Et ainsi



pour toutes les AG ! Avec toujours des personnes du NPA (Sud et CGT), pour la CNT on a tourné au début puis on a arrêté cette mascarade.

La prise de pouvoir allait jusqu'à « oublier » des propositions d'action ou de communiqué dans le compte rendu de l'AG.

Ce qui est encourageant c'est que, sur la fin, après qu'un anarchiste avait poussé une gueulante sur le mode de fonctionnement autoritaire, plusieurs personnes se sont élevées pour condamner la même prise de pouvoir de la part d'un petit noyau. Mais c'était la fin...

Ce que je veux dire à travers cet exemple c'est que le milieu des enseignants n'est pas plus porté sur la manipulation que les autres milieux : ce qui me laisse penser que cette manipulation a eu lieu un peu partout. Voilà pourquoi je me permets d'en conclure que les actions n'étaient pas si directes que cela.

Enfin un dernier exemple de pseudo-action directe. Nous étions un petit nombre en manifestation sauvage. Partant de l'Inspection académique (vers la gare Saint Charles) pour nous rendre au Vieux port, un bruit courrait que des étudiants/lycéens préparaient une action de blocage de la gare. Arrivés au Vieux

port il nous fallait alors rebrousser chemin pour nous rendre à la gare. Et là le grand show CGTiste : camionnette, mecs encagoulés, fumigènes, secrétaire de l'UL CGT au micro pour animer, et soudage de rail de train au milieu de la route... ouaouh ! Action directe ? Non, enterrement du mouvement : un copain de Sud Rail nous apprenait alors que la CGT venait de voter la reprise du travail à la gare pendant ce show.

Bon, on repart avec les étudiants et les lycéens, et là, au lieu d'aller vers la gare on se dirige vers la préfecture ! Autant dire vers une voie sans issue. Ne comprenant plus les motivations des lycéens on se renseigne et on apprend qu'une organisation proche du PS à la tête du cortège l'avait détourné de son objectif premier...

Réfractions : Par rapport à ce type d'actions plus radicales, quelle a été l'attitude des organisations syndicales regroupées dans l'intersyndicale ? En ce qui concerne le courant anarcho-syndicaliste, a-t-il pesé sur cette situation ?

Thierry : Au début elles avaient l'air dépassées. Ensuite elles ont plaqué leurs propos sur ceux des grévistes. Puis elles ont joué un rôle que l'on connaît désormais, et qui n'est pas celui du syndicalisme d'action directe : la canalisation de la colère. N'oublions pas que le seul but des bureaucrates des organisations syndicales est d'être à la tête de l'organisation qui sera la première à discuter avec l'État ou les représentants du patronat.

En ce qui concerne les anarcho-syndicalistes, il faut savoir qu'à Marseille mis à part dans l'Éducation nationale il y en a peu d'organisés. À l'Éducation nationale il s'agit d'un petit nombre de personnes. Cependant, ces dernières sont toujours présentes pour lutter contre les récupérations et pour faire en sorte que ce

soit l'assemblée générale qui reste souveraine. Ensuite il serait prétentieux de dire que les anarcho-syndicalistes aient pesé de façon significative.

Étant peu nombreux leur travail est plutôt de fond, il s'inscrit sur la durée.

Réfractons : Malgré cette radicalisation, qui témoigne de la prise de conscience que seul un blocage généralisé de l'économie pourra engendrer un rapport de forces décisif contre les tenants du capital, le mouvement des retraites est resté on ne peut plus discret sur la question pourtant essentielle du rapport au travail ? Qu'en penses-tu ?

Thierry : Rien d'étonnant à cela. Il s'agissait d'une lutte très réformiste de défense d'un statut, et non pas une remise en question du salariat.

L'explication de l'origine de la retraite par les organisations politiques, syndicales, associatives ou par les journaux militants aurait dû nous mettre la puce à l'oreille quant aux limites de ce mouvement. En effet, ceux-là n'ont pas cessé de nous parler du rôle joué par les politiques en place dans le gouvernement français à l'issue de la guerre de 39-45. À les écouter, le principe de retraite a été inventé par ces hommes de pouvoir.

Oubliés le mouvement ouvrier et les bourses du travail.

Réfractons : Par ailleurs, et en dépit de ce pas franchi dans les consciences, le mouvement n'en a pas moins été un échec. À quoi en attribuerais-tu la responsabilité : à la stratégie réformiste et politicienne de l'inter syndicale ? Au poids très relatif du pôle de radicalité à l'intérieur du mouvement syndical ? À cette peur du lendemain qui annihile toute envie de changement ? À la complexité de plus en plus forte et brutale d'un système de domination qui rend difficile tout projet de lutte collective ?

Thierry : Je dirai qu'il serait temps que les exploités.e.s se réveillent et se révoltent. Mais pour cela il faudrait que nous soyons moins attachés à nos possessions. Je pense que ce qui annihile tout désir de révolte c'est le confort dans lequel nous sommes. La propriété privée est la pire gangrène qui nous arrive. Elle nous empêche de bouger, d'agir.

Le désir de posséder plus également.

La stratégie réformiste et politicienne de tous les syndicats dit « représentatifs » y est pour quelque chose également. En effet, les bureaucrates des syndicats ne cherchent pas à permettre l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Ils veulent garder leur pouvoir, et ne pas laisser ce formidable outil qu'est le syndicalisme entre les mains d'autres personnes qu'eux.



Marseille, janvier 2011. Photo P. S.